

**POUR LA FOURNITURE DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR LE SYSTÈME
D'INFORMATION DE GESTION DES RESSOURCES DE LA DÉFENSE (SIGRD) POUR LE
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE
ET POUR LE SYSTÈME SIGMA POUR LE SYSTÈME SIGMA POUR TRAVAUX PUBLICS ET DES
SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA**

**N° DE L'INVITATION W8474-126279/F
MODIFICATION 008**

Cette modification contient les sections suivantes :

1. Ensemble de questions et réponses (6)
2. Modifications à la demande de propositions (DP)

Section 1 : Ensemble de questions et réponses (6)

À noter que les questions d'éclaircissement sont numérotées par ordre à leur arrivée à TPSGC. Une question et sa réponse seront affichées par Achatsetventes lorsque la réponse sera disponible. Les répondants éventuels sont donc avisés que les questions et réponses ne seront pas nécessairement affichées par Achatsetventes dans l'ordre. Les questions suivantes ont été reçues. Conformément à l'article 13 du document 2003 Instructions uniformisées – Biens ou services – besoins concurrentiels (2015-07-03), qui a été intégré dans la DS conformément à l'article 1 de partie 2 de ladite DS, les questions et leurs réponses sont fournies à tous les soumissionnaires éventuels comme suit :

- Q20. Selon la clause 2003 du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat, on entend par soumissionnaire la personne ou l'entité (ou dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) ***présentant une soumission en vue d'un marché de produits, de services ou les deux***. Le terme ***ne comprend pas la société mère ni les filiales ou autres sociétés affiliées du soumissionnaire, ni ses sous-traitants***. La section d) iv) renforce cette interprétation et souligne qu'« aucun point ne sera alloué, et/ou le soumissionnaire ne remplira pas l'exigence obligatoire concernant l'expérience (le cas échéant), si le client cité en référence ***n'est pas un client direct du soumissionnaire (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une société affiliée du soumissionnaire au lieu d'être un client du soumissionnaire)***. De plus, on n'accordera aucun point au soumissionnaire ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a des liens de dépendance avec le soumissionnaire ». À la pièce jointe C – Attestation de l'équipe de l'ébauche d'autorisation de tâches (page 174 de la DP), on exige que tous les membres de l'équipe (coentrepreneurs, associés, organisation mère, organisation affiliée, filiale et sous-traitants majeurs de première ligne) signent une attestation comme quoi, notamment, les membres de l'équipe consentent à ce qu'on utilise leur expérience dans le cadre de tout contrat signé par suite de la DP.

Or, nous estimons que la définition du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat et le texte de la section 4.2 d) (iv) limitent les références pouvant être utilisées pour les projets réalisés par le soumissionnaire lui-même, alors que le texte de la pièce jointe C permet l'utilisation de références d'organisations affiliées et de filiales. Aux fins de comptabilité et d'impôts, la plupart des organisations capables de livrer ce projet assurent leurs opérations ou une partie de leurs activités sous des corporations distinctes dans différents pays. Cette restriction empêcherait ces organisations de citer des références situées à l'extérieur du Canada. Compte tenu du nombre de références (de 10 à 12) et de la portée des exigences

relatives à l'expérience, cette limite est susceptible d'empêcher le soumissionnaire (et, selon nous, de nombreux autres soumissionnaires) de présenter une soumission, ce qui limite indûment la concurrence dans le cadre de cet approvisionnement sans offrir un avantage additionnel pour le Canada. De plus, selon son expérience dans de récents approvisionnements du gouvernement du Canada, le soumissionnaire constate que le Canada accepte habituellement les références de filiales ou d'organisations affiliées en plus de celles du soumissionnaire. Cette approche permet de maintenir le principe selon lequel l'expérience citée en référence est offerte au Canada, tout en évitant de pénaliser un soumissionnaire pour la façon dont il a structuré son organisation.

Le Canada peut-il confirmer qu'il permettra au soumissionnaire de citer sa propre expérience ainsi que celle de ses filiales et organisations affiliées pour répondre aux exigences de la DP?

- R20. Oui. L'expérience d'une organisation associée (tel qu'une société mère, les filiales ou autres affiliées du soumissionnaire) sera permise afin de rencontrer certains critères, tel que spécifié à la pièce jointe A révisée, rev 002.
- Q39. En examinant l'invitation W8474-126279/F, nous estimons que les exigences obligatoires et cotées (de l'attachement A) ne représentent pas bien les contrats actuels en place. De plus, la majorité des fournisseurs qui appuient le SIGRD et le SIGMA ne peuvent pas satisfaire aux exigences en exécutant les travaux présentement réalisés. Bien que la demande de soumissions souligne des scénarios dans lesquels jusqu'à 3 fournisseurs peuvent être choisis, en réalité, les exigences sont rédigées de sorte que les fournisseurs attirés ne peuvent pas citer en référence leurs travaux actuels et ne sont donc pas en mesure de présenter une soumission. Il semble que la Couronne a, par inadvertance, harmonisé les exigences de façon à ce que seul le précédent détenteur de contrat du SIGRD puisse obtenir tous les points, et à ce titre, la Couronne élimine plusieurs sociétés qui offrent des services aujourd'hui et qui sont en mesure de fournir les services demandés. Selon les règles et les processus d'approvisionnement du gouvernement du Canada, « L'objectif des marchés publics consiste à faire l'acquisition de biens et de services, dont les services de construction, de manière à : faciliter l'accès aux marchés publics; encourager la concurrence; traiter les fournisseurs de façon équitable; obtenir le meilleur rapport qualité-prix pour le Canada. » Dans l'esprit de cet engagement, nous demandons à la Couronne d'envisager de modifier les exigences obligatoires et cotées pour encourager une concurrence juste et transparente. Nous demandons respectueusement que la Couronne réduise la durée des contrats associés aux critères O1 à O4 à 24 mois.
- R39. Le Canada a examiné votre demande. La durée minimale des contrats associés aux critères O1 à O4 (révisés à O1a à O4b) a été réduite à 24 mois. Veuillez voir la pièce jointe A révisée rev 002.
- Q42. En ce qui concerne la section 4.2 d) (iv), Vérification des références – Définition de soumissionnaire :

Pour permettre les accords ministériels courants pour le type de soumissionnaire que le Canada voudrait voir soumissionner pour ces travaux importants. Le Canada a récemment ajouté ce libellé à la demande de soumissions afin de préciser la définition de soumissionnaire :

« L'expérience des organisations affiliées sera acceptée aux fins d'évaluation en réponse à ces critères. Dans de tels cas, l'expérience d'une organisation affiliée sera prise en compte à des fins d'évaluation. Aux fins de cette évaluation, tout le monde, y compris mais non limité à des organisations, des personnes morales, des sociétés, des entreprises, des entreprises, des sociétés, des associations de personnes, sociétés mères et filiales, que ce soit partiellement ou en propriété exclusive, ainsi que des particuliers, et administrateurs, sont les sociétés affiliées du soumissionnaire si :

- a. le soumissionnaire ou l'organisation affiliée contrôle directement ou indirectement l'autre, ou a le pouvoir de le faire; ou
- b. un tiers a le pouvoir de contrôler à la fois le soumissionnaire et l'organisation affiliée.

Les indices de contrôle comprennent notamment une gestion ou une propriété interdépendante, la désignation d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou d'une entité créée à la suite des actes ou des condamnations envisagés dans les présentes dispositions dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes ou similaires, selon le cas.

Le soumissionnaire demande que la section 4.2 d) (iv) soit modifiée comme suit :

« ou (2) le client cité en référence n'est pas un client du soumissionnaire même, la société mère du soumissionnaire ou une organisation affiliée du soumissionnaire, tel qu'il est défini dans la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (et il ne peut s'agir d'un sous-traitant proposé par le soumissionnaire). De même, on n'accordera aucun point au soumissionnaire ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou autre entité qui a des liens de dépendance avec le soumissionnaire. »

- R42. Le Canada a étudié la demande. Veuillez voir révision à l'article 4.2 (d) (iv) dans le DDP Partie 1 à la Partie 8, révision 004.
- Q43. En ce qui concerne les sections 7.10 e) et 8.9 e), toutes deux intitulées Vérification discrétionnaire des comptes – biens et(ou) services commerciaux :

Le Canada a demandé des droits de vérification discrétionnaire qui ne sont pas limités sur le plan du temps ou des marchés pertinents. (C'est-à-dire que l'entrepreneur atteste que le prix ou taux indiqué n'est pas supérieur au plus bas prix demandé à tout autre client, y compris son meilleur client, pour une qualité et une quantité semblables de biens ou de services, ou les deux.) Pour les nouveaux taux après l'attribution du contrat, le Canada stipule dans la section 7.10 a) (iii) que les taux fournis doivent être justes et raisonnables (les taux de traitement quotidiens fermes doivent être justes et raisonnables).

Afin que les taux deviennent raisonnables, le soumissionnaire demande que le libellé des sections 7.10 e) et 8.9 e) soit modifié comme suit :

e) Vérification discrétionnaire – biens et(ou) services commerciaux

L'attestation de l'entrepreneur à l'effet que le prix ou taux indiqué est juste et raisonnable, pour des biens, des services ou les deux de qualité et de quantité semblables, au Canada l'année précédant l'ajout du rôle au contrat, et peut faire l'objet d'une vérification des comptes par le gouvernement, à la discrétion du Canada, avant ou après que l'entrepreneur n'ait été payé. Si la vérification des comptes démontre que l'attestation est erronée après que le paiement a été versé à l'entrepreneur, ce dernier doit, à la discrétion du Canada, rembourser au Canada le montant qui est supérieur à un prix ou taux juste et raisonnable ou autoriser le Canada à retenir le montant en le déduisant de toute somme payable à l'entrepreneur en vertu du contrat. Si la vérification des comptes démontre que l'attestation est erronée avant que le paiement ne soit effectué, l'entrepreneur convient que le Canada ajustera les factures en suspens, en fonction des résultats de la vérification. En outre, il est entendu que si le contrat est toujours en vigueur au moment de la vérification, le prix ou taux sera réduit en fonction des résultats de la vérification des comptes.

- R43. Veuillez voir réponse R34.
- Q44. En ce qui concerne la pièce jointe A, Critères d'évaluation technique, et plus précisément le critère coté C7, SAP Fraud Management pour le secteur public :

Le Canada a demandé aux soumissionnaires de démontrer clairement leur expérience avec les nouvelles technologies SAP, le critère C7 portant notamment sur le module SAP Fraud Management pour le secteur public. Après de longues discussions et recherches avec SAP, le soumissionnaire estime qu'aucune organisation autre que SAP n'a implanté ce module précis. Le Canada pourrait-il accepter, pour cette expérience, les projets de gestion des fraudes pour le secteur public, lesquels pourraient ne pas avoir été réalisés avec le nouveau module SAP, ou envisager de supprimer cette exigence?

- R44. Le critère d'évaluation coté C7 donnera des points aux soumissionnaires qui ont mis en œuvre le module SAP Fraud Management pour le secteur public, ainsi que d'autres technologies SAP émergentes. Aucun changement ne sera apporté à ce critère.
- Q46. À la pièce jointe A, le critère C10 se lit comme suit : « Le soumissionnaire doit clairement démontrer qu'il a fourni les services visés dans le cadre de chaque contrat cité au critère O5 dans le respect du budget, du calendrier et de la portée prévus. » Étant donné que le présent contrat concerne des services d'acquisition de ressources sur le plan du temps et des matériaux, et non pas en fonction des produits livrables du projet, la Couronne peut-elle confirmer qu'elle acceptera la démonstration de la livraison réussie de ressources au besoin dans le cadre du contrat? Cela permettra d'assurer l'harmonisation avec l'énoncé des travaux en vigueur et les attentes associées.
- R46. Non. Aucun changement ne sera apporté au critère coté C10. Quoique certains travaux seront effectués sur la base de temps et de matériaux, d'autres travaux pourront être exigés sous de différentes bases de paiements, tel que le prix ferme, tel que spécifié dans cette demande de soumission. Le but de ce critère est d'évaluer l'expérience des soumissionnaires dans leur capacité de fournir les services visés dans le respect du budget, du calendrier et de la portée prévue. À noter que le critère coté C8 a pour but d'évaluer l'expérience du soumissionnaire à fournir de manière constante les ressources dotées des qualifications nécessaires dans les délais exigés.
- Q47. À la pièce jointe A, étant donné que le contrat en vigueur pour SIGMA n'est pas harmonisé avec les exigences des critères O1, O2, O3, O4 et O5, et que l'énoncé des travaux relatif à SIGMA (tel qu'il a été fourni) n'est pas harmonisé avec les exigences des critères cotés C1, C2, C4, C6 (contrat militaire) et C7, il ne fait aucun doute que la Couronne a créé par inadvertance une demande de soumissions qui ne cadre pas avec le contrat de SIGMA et qu'elle a, par conséquent, limité la concurrence en imposant des critères obligatoires et cotés qui ne cadrent qu'avec les exigences du ministère de la Défense nationale. Ceci étant dit, la Couronne a manqué à son devoir de fournir un processus ouvert et concurrentiel. Nous demandons respectueusement que le contrat de SIGMA fasse l'objet d'un processus concurrentiel distinct ou que ses exigences soient harmonisées, afin de permettre aux soumissionnaires de démontrer une expérience et une expertise qui cadreraient davantage avec les exigences relatives à SIGMA.
- R47. Le Canada a étudié la demande. Veuillez voir la pièce jointe A révisée rev 002 qui est alignée avec les besoins du Canada. Tel que la réponse fournie à A41, cette demande de soumissions a pour but de mettre en place jusqu'à 4 contrats, donc les besoins sont représentatifs de tous les contrats qui peuvent en résulter.
- Q48. À la pièce jointe A, le critère C6 indique que des points seront accordés au soumissionnaire pour les contrats visés aux critères O1 et O5 qui ont été réalisés à l'appui d'une organisation militaire. La Couronne pourrait-elle expliquer pourquoi cette exigence serait avantageuse pour l'équipe de SIGMA, ou encore comment elle cadre avec le contrat de SIGMA, l'un des contrats qui résulteront de ce processus d'approvisionnement? Nous demandons que la Couronne supprime cette exigence puisqu'elle n'appuie que l'une des exigences faisant l'objet du

processus concurrentiel et favorise injustement le dernier fournisseur du Système d'information de la gestion des ressources de la défense.

R48. Veuillez voir réponse A41.

Q49. Étant donné qu'il existe plusieurs questions en suspens pour lesquelles les fournisseurs sont en attente d'une réponse afin de déterminer s'ils peuvent soumissionner pour le présent besoin, nous demandons une prolongation de deux semaines pour la date de clôture.

R49. La date de clôture a été prolongée au 12 février 2016, conformément à la modification 006.

Q51. À la pièce jointe A, au critère coté C2, on accorde le maximum de points au soumissionnaire s'il démontre clairement qu'il a fourni plus de 75 ressources à temps plein travaillant en même temps à la prestation d'un soutien en service stable dans le cadre d'un contrat visé au critère O1. Compte tenu de la portée des travaux de la demande de soumissions, nous comprenons que la Couronne doit s'assurer qu'une organisation a pris en charge des contrats antérieurs de cette envergure, mais lier cette exigence au critère O1 limite grandement la concurrence, particulièrement lorsqu'on considère que le critère O1 est lui aussi lié à d'autres critères cotés qui permettent d'obtenir des points importants en ce qui a trait à l'expérience militaire canadienne (C5 et C6). D'après nos recherches, il semble qu'une seule entreprise ait exécuté pour le compte du gouvernement fédéral des contrats militaires basés sur SAP pour lesquels il a eu recours à plus de 75 ressources (la Couronne pourrait le confirmer d'après ses dossiers). Compte tenu de cette situation, nous demandons que le critère C2 ne soit plus lié au critère O1 et devienne un critère coté indépendant. Cela permettra la concurrence du processus tout en garantissant que la Couronne recevra des soumissions d'organisations ayant de l'expertise dans le travail visé par la demande de soumissions.

R51. Le Canada a étudié la demande. Veuillez voir la révision à la pièce jointe A rev 002. L'expérience utilisée aux critères O1a ou O1b n'a pas besoin d'être pour des contrats avec des organismes militaires. Aussi, les points donnés pour l'expérience militaire dans le critère coté C6 représente moins de 5% du nombre maximum de points disponibles.

Q52. Compte tenu du nombre de questions en suspens, nous demandons que la Couronne repousse la date de clôture de deux semaines afin de permettre aux soumissionnaires de recevoir les réponses et d'en prendre connaissance.

R52. La date de clôture a été prolongée au 12 février 2016, conformément à la modification 006.

Q53. Veuillez confirmer que Travaux publics et Services gouvernementaux Canada serait considéré comme étant une organisation à la fois grande* et complexe** conformément à la définition fournie à l'annexe F, étant donné qu'il a des bureaux à Washington et en Allemagne.

R53. Ceci est exact. Veuillez voir la révision à l'Annexe F rev 001.

Section 2 : Modifications à l'invitation:

1. **SUPPRIMER :** DDP Partie 1 à la Partie 8, révision 003
INSÉRER : DDP Partie 1 à la Partie 8, révision 004, les modifications à la DDP sont surlignées en jaune.
2. **SUPPRIMER :** Annexe F – Définitions
INSÉRER : Annexe F – Définitions rev 001

3. **SUPPRIMER :** Pièce jointe A – Critères d'évaluation technique rev 001
 INSÉRER : Pièce jointe A – Critères d'évaluation technique rev 002

4. **SUPPRIMER :** Appendice A à la pièce jointe A - Tableau de réponses à la
 description de contrat rev 001
 INSÉRER : Appendice A à la pièce jointe A - Tableau de réponses à la
 description de contrat rev 002

5. **SUPPRIMER :** Pièce jointe C - Attestation de l'équipe

LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES